

Bulletin n°9 - Novembre 2025 - Sommaire

Page

Editorial	1
El Salvador: Lutter contre le désastre	2
La situation au Nicaragua aujourd'hui est complexe. Un autre point de vue.	3
Projet ANS au Nicaragua : fin de la 1ère phase	5
Energie pour la vie – 1000 kW d'énergie solaire pour Cuba	7
Palestine: Filmer C'est Exister	8

Editorial

Où va-t'on ?

Vers un monde de plus en plus terrifiant ! Gaza, la Cis-jordanie et le moyen Orient, l'Ukraine, le Soudan voici les zones de conflits les plus sanglantes où le droit international semble être absent voire incapable de se faire respecter ! Qui attise les flammes de ces conflits monstrueux en dépit de tout respect des populations concernées ?

Sommes-nous gouvernés par des hommes et femmes sages et éclairées ou par des mégalomanes qui nourrissent la haine et garnissent les portefeuilles des complexes militaro-industriels et leurs actionnaires ? Les voix des populations comptent peu manifestement, le déni des manifestant-e-s de partout dans le monde est assourdissant !

Mais aussi à une plus petite échelle nous avons à faire à des potentats dangereux. Javier Milei en Argentine et Nayib Bukele au Salvador sont des exemples de va-t'en-guerre contre leurs populations en Amérique latine qui nous concernent plus directement en tant qu'association de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale. Leur influence et leur soumission au grand fou du Nord en font des relais directs des politiques antisociales et destructrices.

Heureusement il y a de la résistance : le nombre de manifestations en faveur de Gaza ne se comptent plus au dépit de beaucoup de gouvernements et de la Suisse entre autres. Jaire Bolsonaro s'est fait condamner après le coup d'Etat manqué du 8 janvier 2023 au Brésil, le Mexique avec à sa tête la présidente Claudia Sheinbaum résiste courageusement et avec succès aux pressions de l'administration Trump, le président de la Colombie Gustavo Petro fait un discours mémorable lors de l'Assemblée Générale de l'ONU fin septembre.

Pour nous, association de solidarité avec le Nicaragua et El Salvador, nous persistons dans notre détermination de soutenir les populations agressées et malmenées. Au Nicaragua notre soutien particulier va aux communautés paysannes de la région de El Tuma/La

Dalia avec notre projet de développement et résilience face au changement climatique. Au Salvador l'opposition au gouvernement Bukele, le *Bloque de Resistencia y Rebeldía popular*, retient toute notre attention !

Nous ne baissons pas les bras et nous vous invitons à en faire de même !



Manifestation au Chiapas pour que cesse le génocide en Palestine, 29 septembre 2025

Historique

L'ANS est fondée en 1978 par des militant-e-s suisses et latino-américains quelques mois avant le triomphe de la Révolution Populaire Sandiniste au Nicaragua, le 19 juillet 1979, pour dénoncer la répression de la dictature de Somoza contre le peuple en lutte.

Valeurs

Née de la solidarité envers le peuple nicaraguayen et les luttes de libérations au Salvador dans les années 70-80, l'action de l'ANS s'inscrit plus largement dans le mouvement de solidarité avec les peuples en lutte pour leur dignité et leur autodétermination en Amérique latine.

Comité - Equipe de rédaction

Jean-Christophe Berent, Gérald Fioretta, Tony Mainolfi, Philippe Sauvin, Nicolas Vernier

El Salvador : Lutter contre le désastre

On pourrait mettre beaucoup d'exemples pour comprendre ce qui se passe au Salvador. Par exemple : en août dernier, Karla Trigueros, capitaine à l'armée qui venait d'être nommée ministre de l'éducation par le président Bukele, passait à l'action : à partir de cette date, seuls pourront entrer à l'école les élèves avec coiffure « impeccable » type années 50, uniforme propre, saluant avec respect le directeur ou la directrice qui désormais est obligé de contrôler les tifs de chaque élève, sous peine de licenciement. S'ils ratent à plusieurs reprises cet examen ou s'ils parlent vulgairement dans l'école, les jeunes vont répéter l'année (ceci dans un pays avec désertion scolaire grandissante). Cela pour « fortifier la discipline », selon Bukele.

Début octobre, le président et la *capitana* enfoncent encore plus le clou. Une circulaire de la *capitana* interdit l'usage de la « langue inclusive » dans les écoles, au ministère et dans les branches d'enseignement. Il sera par exemple interdit catégoriquement de dire « tous et toutes ». Ceci pour protéger la jeunesse « d'ingérences idéologiques qui affectent le développement intégral » et pour « consolider une communication claire, uniforme et respectueuse loin des idéologies globalisantes ». En plus, chaque lundi matin toute l'école doit se réunir devant le drapeau national et chanter l'hymne du pays.



Un directeur contrôlant les cheveux d'un élève

Le budget national pour l'éducation en 2025 a été réduit en comparaison avec les années précédentes (il sera encore plus réduit l'année prochaine). Il exige la suppression de 850 emplois au niveau national (réduction drastique dans tous les ministères, sauf à l'armée et la présidence qui reçoivent plus de budget). On ne connaît pas les chiffres des licenciements, la méthode Bukele met « sous réserve » ce que fait le gouvernement cachant ainsi les statistiques, mais il s'agit évidemment de milliers et milliers d'employéEs publiques. Ceci sachant que depuis le début de la dictature bukélienne des dizaines de milliers d'emplois dans l'agriculture, les municipalités ou la maquila ont été liquidés. On sait par exemple que cette année plus de 75 écoles ont disparu.

L'accord FMI/Bukele a donc commencé sa marche. Tout indique que les directives président/*capitana* ont aussi pour but de réduire et « nettoyer » le corps d'éducateurs et éducatrices. Ce n'est pas par hasard qu'aujourd'hui l'éducation ressemble beaucoup au système en place pendant la dictature du Général Martínez dans les années 30 et 40 du siècle passé. Et l'application de la ligne Trump saute aux yeux (comme dans le drame des déportés vénézuéliens). Mais la militarisation de l'éducation sert aussi à un autre aspect très sombre : le régime « d'exception ».

Rappelons qu'il y a quelques mois le président et le parquet parlaient de nouvelles maras qu'il fallait combattre à tout prix. Une série d'adolescentEs en âge de scolarité sont détenuEs depuis là sous le régime d'exception. En effet, les jeunes sont en taule pour avoir osé formuler des critiques au système scolaire. Mais pour le régime, l'état d'urgence est indispensable pour imposer le silence aux classes pauvres vu sa stratégie FMI de les appauvrir encore beaucoup plus. Qui lève la tête, risque de finir dans le goulag des prisons bukéliennes. Peu importe que tu sois jeune et aimes critiquer ce que tu ne supportes pas ou si tu es une défenseuse des droits humains reconnue internationalement comme Ruth López, ou un ex-ministre de justice du FMLN comme Benito Lara. Celui-ci a été condamné, contre toutes les preuves de son innocence, sur la base d'un seul « témoignage » d'un *marero* résidant aux États-Unis à 28 ans de prison, de fait une condamnation à mort. Benito, un *compañero* historique que la solidarité a eu la chance de connaître lors d'une observation électorale il y a quelques années.

Rappelons quelques caractéristiques de ce régime d'exception : Selon le gouvernement, depuis l'installation de ce régime il y a trois ans et demi, plus de 85'000 « membres d'organisations criminelles » ont été détenuEs. Jusqu'à aujourd'hui pas une seule personne n'a été jugée. Le régime parle de juger des centaines ou même plus d'un millier de personnes dans un seul procès. Plus de 400 détenus sont morts, assassinés par les gardiens ou par les conditions dans les prisons (absence de soins, trop peu de nourriture ou d'eau etc.). Les détenues sont souvent victimes d'agressions sexuelles. Aucun contact avec les familles, qui souvent ne savent pas si les leurs sont en vie ou non.

Dans les enquêtes d'opinion une grande partie dit avoir peur de s'exprimer sur la politique. El Salvador est devenu le pays de la peur. Cela explique que dans les manifs du mouvement populaire il n'y a souvent pas plus de quelques milliers de participantEs. Mais ces manifs sont la seule expression anti-régime venant de la base. Et elles réussissent quand même à faire prendre conscience à des secteurs du peuple qui souffrent d'une situation sociale toujours plus angoissante.

Dieter Drüssel, ZAS

La situation au Nicaragua aujourd'hui est complexe. Un autre point de vue.

La campagne médiatique dominante

Au niveau international nous avons une campagne médiatique dominante qui qualifie le gouvernement sandiniste de dictature, construisant ou relayant les campagnes périodiques de l'opposition (en exil) exigeant des autorités US et de l'Union européenne des condamnations du gouvernement nicaraguayen au nom des droits de l'homme. Les USA et l'UE et la Suisse prennent alors des sanctions sévères (civiles et financières) contre des centaines de dirigeants sandinistes : présidence, ministres, parlementaires, commandants de la police et de l'armée, maires de grandes villes.

Face à cette campagne médiatique à sens unique, la solidarité historique, restée fidèle au peuple sandinisme, comme notre association ANS, doit ramer à contrecourant pour au moins donner un autre point de vue, celui qui vient des acteurs au Nicaragua, par exemple de ses partenaires de toujours dans de nombreux coins du pays. Un autre point de vue, nuancé et ancré dans le réel.

C'est d'autant plus important que même le journal *Le Courrier* à Genève, journal de gauche, magnifique pour ses informations de qualité et ses prises de positions sur la Palestine et le génocide à Gaza, titrait à la légère en juin dernier « Ortega nouveau Somoza » une interview hors sol d'un analyste présenté comme sandiniste dissident.

Certes, les événements d'avril 2018 ont fait quelques 300 morts, la moitié par la répression, l'autre moitié victimes sandinistes, civils et policières ; bien sûr le tournant autoritaire est évident et assumé pour lutter contre l'ingérence étrangère : mais comment oser comparer Ortega à la dynastie Somoza, soutenue par les USA, responsable de plus de 100'000 morts dans les années 70, des dizaines de corps retrouvés chaque matin, jeunes en grande majorité assassinés par la *guardia* de Somoza !

La réalité que la campagne médiatique dominante a réussi à nier, c'est que l'enquête sur les morts de 2018 est biaisée depuis le début : d'une part la moitié des victimes, les morts dans la population sandiniste ou dans la police n'ont pas été investigués, ni reconnus ; d'autre part on passe sous silence les preuves multiples de l'implication directe des USA et de l'Union européenne, au travers d'ONG ou de fondations ou de médias financées à dessein depuis des années pour lutter contre le gouvernement !

Ces deux points fondamentaux, les *tranques* (barricades) violents qui ont causé des morts dans la population sandiniste et l'intervention étrangère finançant sans vergogne l'opposition et les médias, autorisent le gouvernement du Nicaragua, et la population qui le suit, à refuser et dénoncer « le rapport tronqué et mensonger sur les droits humains » dans tous les forums internationaux où il est brandi et à se prévenir d'un nouveau *golpe* (coup d'Etat) financé par l'extérieur.

Nous avons mal perçu à l'époque le traumatisme vécu par la population, non seulement sandiniste, lors de ces mois de *tranques* violents où l'on pouvait voir des grands commerçants ou *finqueros* ou fondations approvisionner et nourrir les *tranques*, tenus majoritairement par des lumpen ou délinquants contre un salaire journalier. Nous pouvons témoigner de nos *compañeros* et *compañeras* qui, face aux dangers pour leurs vies, ont dû se cacher durant plusieurs mois.



Barrages filtrants après les événements d'avril 2018

Aussi le retour à l'ordre dès juillet 2018, par la répression et les restrictions à certaines libertés, a été accepté sans trop de problème. Car le peuple a compris que l'impérialisme US et européen cherche quotidiennement à diviser les institutions de pouvoir (armée, police), finançant à 100 % l'opposition et les médias en exil et que la menace d'un nouveau *golpe* est réelle. Et donc plus jamais ça !

Désormais, jusqu'à quand ? Le processus nicaraguayen est en alerte et cette situation de crise est mise en avant par l'autre point de vue.

Un socle des avancées du gouvernement pour le pays et pour la population.

L'autre point de vue affirme qu'il est improbable de parler de dictature, lorsque la population reconnaît les nombreuses réussites du gouvernement au cours de toutes ces années : éducation gratuite et généralisée jusque dans les campagnes (avec carrières techniques et universitaires) ; prise en charge gratuite de la santé par des programmes efficaces (oncologie par exemple) et des nouveaux hôpitaux partout dans le pays ; réseau d'infrastructures routières sans comparaison avec les pays de la région ; énergie stable (sans coupures électriques) et renouvelable qui garantit presque le 100% de couverture électrique (vie quotidienne, portables, études de nuit facilitées) ; auto-suffisance alimentaire par la production paysanne.

Les contradictions demeurent

Le financement de tous les programmes du gouvernement n'est pas possible seulement avec une meilleure efficacité dans la perception des impôts, les banques régionales ont continué à prêter au gouvernement et la dette externe doit monter fortement.

La situation économique d'un pays dépendant et victime d'une guerre économique (blocus et sanctions) bien sûr ne garantit pas l'emploi de tous et l'émigration s'est amplifiée, boostée aux Etats-Unis par le programme « parole humanitaire » sous Biden. Les *remesas* (envois financiers au pays) des migrants augmentent donc chaque année et se montent désormais à plus de 5 milliards de dollars.

La suspension de certaines libertés fondamentales pour anticiper toute nouvelle tentative de déstabilisation financée par les impérialismes US et UE, s'accompagne d'une gestion autoritaire de la présidence bicéphale qui a proposé une grande réforme constitutionnelle, sans débat ni dans le FSLN, ni dans la population. Cette réforme décrète formellement l'Etat comme révolutionnaire et socialiste, dépassant l'hypocrisie de la soi-disant séparation des pouvoirs dans la démocratie bourgeoise, au nom du peuple souverain qui exercera réellement le pouvoir à travers l'exécutif.

En raison de la situation de crise, force est de constater qu'il n'y a pas de possibilité pour l'instant de participation populaire, et alors la réforme constitutionnelle ou les mesures de lutte contre la corruption qui touchent soudainement depuis quelques mois certains cadres de l'Etat et d'anciens dirigeants du FSLN passent par-dessus le peuple spectateur et mitigé.



Familles paysannes participantes au projet ANS-ODESAR

De plus en plus de témoignages soulignent ce défi majeur dans la situation d'alerte au Nicaragua : comment malgré tout reconstruire peu à peu une nouvelle vie démocratique avec participation populaire. Cela a toujours été la force du FSLN tout au long de son histoire, compter sur un peuple participatif et combatif.

Ceci d'autant plus, que Daniel Ortega qui est garant de l'unité du FSLN grâce à son aura confirmée lors de la résistance au neo-libéralisme entre 1990 et 2006, sera un jour sur le départ. Une succession qui garantisse la poursuite du processus sandiniste et populaire ne sera possible qu'avec la mobilisation des cadres du FSLN et la participation populaire retrouvée. Construire les ponts de la solidarité internationale avec celles et ceux qui travaillent quotidiennement à la base, telle est notre engagement en faveur du peuple nicaraguayen.

Appel aux Dons

ANS soutient grâce à vos dons des initiatives solidaires au Nicaragua et au Salvador.

Pour un appui financier au nouveau projet ANS 2023-2026 au Nicaragua dans les communautés d'El Tuma La Dalia, vous pouvez faire vos dons avec la mention **Projet ANS 2023** sur l'IBAN de l'association ou en utilisant le QR code ci-contre.

Au Salvador nous continuons à soutenir matériellement la lutte populaire du *Bloque de Rebeldia y Resistencia* contre le gouvernement répressif de Bukelé.

IBAN: CH65 0900 0000 1201 5578 6
ANS Association de solidarité
Nicaragua – El Salvador Genève



Projet ANS au Nicaragua : fin de la 1ère phase

Notre projet en cours au Nicaragua est arrivé dans sa 3^e et dernière année depuis avril 2025 et va se terminer en mai 2026. Pour rappel, ce sont 340 familles (1600 personnes) qui sont directement soutenues à travers ce projet dans la municipalité rurale d'El Tuma-La Dalia dans le département de Matagalpa.

Depuis notre dernière visite sur place au début de la 2^e année du projet, les actions mise en place par notre partenaire Odesar ont bien progressé.

Les 8 structures communautaires (*Juntas Directivas*) mises en place ont été renforcées cette année encore. Les promoteurs agroécologiques, de réseaux de santé, les Comités d'eau potables (CAPS) et les jeunes ont obtenus de bons résultats et ont bénéficié de transmission de savoirs lors d'ateliers thématiques.

Plus de 70% des familles (sur les 80% espérés), ont pu diversifier leur alimentation par la production de légumes sur leurs parcelles privées. Certaines familles avec de plus grandes parcelles de terre ont pu commercialiser des quantités excédentaires.

Pour l'adaptation face au changement climatique, ce sont l'installation de cuisinières améliorées (diminuant la consommation de bois), la plantation d'arbres fruitiers et forestiers sur les parcelles pour lutter contre l'érosion des sols, ainsi que la sensibilisation des participants-tes à la gestion responsable des ressources naturelles qui se sont poursuivies cette année encore.

Le processus de reforestation continue à se développer dans les communautés, avec la réalisation de pépinières communautaires de plantes et d'arbres adaptés aux changements climatiques destinés à la reforestation de parcelles et de jardins familiaux. Sur les 6 pépinières communautaires au Granadillo 1, Granadillo 3 et Granadillo 4, 6 000 plants ont été établis et 42% de ceux-ci ont été transplantés sur environ 3 ha. Cumulés aux efforts de la 1ère année, ce sont ainsi env. 5 200 plantes sur 6.5 ha qui ont été installées dans différentes zones répartis sur 9 blocs en cours de reforestation. Ces actions sont essentielles pour favoriser la biodiversité dans les communautés. En plantant ces plantes et ces arbres, ceux-ci agissent comme clôtures vivantes, et servent aussi comme protection des zones d'alimentation en eau.

L'accès à l'eau a été renforcé cette année encore, avec l'amélioration ou l'établissement de 15 prises d'eau publiques dans les communautés, bénéficiant ainsi à 80 familles (env. 300 personnes). Les familles organisées ont aussi participé pour creuser les fouilles et installer près de 400 m de canalisations. Toutes ces réhabilita-

tions ou constructions de rétention d'eau servent au final l'ensemble de la population des communautés.

On peut considérer que l'objectif initial des 90% des familles vivant dans un environnement sain en améliorant les bonnes pratiques sanitaires et d'hygiène sont déjà atteints avec les 450 familles (sur les 340 initiales) qui ont eu accès cette année encore aux services du MINSA à travers ces journées globales de la santé. Ou encore les 110 familles (sur les 80 prévus) qui font désormais usage de la médecine naturelle.

Pour l'appui aux jeunes des communautés, 40 jeunes boursiers (27 femmes, 13 hommes) ont poursuivi leurs études cette année. Mais cette 2^e année a surtout vu la mise en place des 24 initiatives économiques, génératrices de revenus, avec diverses activités comme la reproduction d'animaux de ferme (cochons, poules, etc.), la création de salons de manucure/barbier, des boulangeries, la vente de vêtements, de cosmétiques, de produits médicinaux, ou l'établissement de kiosques.



Élevage de poules à la ferme

Ces initiatives économiques ont permis aux jeunes (très majoritairement des femmes) d'acquérir des compétences précieuses pour développer leur créativité, et les aider dans la résolution de divers problèmes, la communication et le travail d'équipe, qui leur seront utiles dans leur vie personnelle et professionnelle.

D'autres progrès non prévus initialement ont vu le jour grâce à l'action collective des *Juntas directivas* envers la municipalité, comme l'amélioration des routes d'accès aux communautés, ou la construction de ponts avec les voies principales vers La Dalia par exemple.

Des cultures de riz ont été mises en place par 10 familles en coordination avec L'Institut de Technologie Agricole (INTA) donnant d'excellents résultats en termes de productions et de rendements. Ou encore ces 4 familles qui expérimentent la culture de vers (lombriculture) pour produire des engrais pour les plantes.

Perspectives

Cette seconde année de projet a une fois encore atteint ses buts dans les différents domaines proposés. Une évaluation externe a été faite entre mai et juin 2025 afin de rendre compte de l'avancée du projet jusqu'ici. Tous les critères d'évaluations ont été jugés positifs par l'expert au regard des résultats obtenus. Une amélioration effective de la qualité de vie des familles est visible.

En ce qui concerne les perspectives, le rapport de l'évaluation externe préconise la poursuite de ce type de projet avec une extension de 3 ans pour renforcer le processus de changement avec des infrastructures sociales afin de renforcer l'autonomie économique et le développement durable des familles.

Notre partenaire Odesar est en cours d'élaboration d'un projet d'extension qui reprendra les préconisations de l'auditeur externe. En plus du renforcement des axes principaux déjà établis en 1ère phase, les pistes et idées actuellement à l'étude sont par exemple le remplacement des habitats insalubres de certaines familles par des maisons individuelles à base de matériaux locaux, l'amélioration de la qualité de l'eau par des filtres, citernes ou de nouveaux puits publics, l'appui dans l'élevage d'animaux de la ferme, la poursuite des banques de semis et l'irrigation des parcelles.

Afin de poursuivre notre soutien solidaire à la population rurale du Nicaragua, nous avons d'ores et déjà confirmé à Odesar notre appui pour la présentation de cette nouvelle phase devant la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) dès qu'elle serait formulée.

Impact de la politique budgétaire du DFAE

Comme nous vous l'annoncions déjà dans notre précédent bulletin, le DFAE a décidé, sous l'impulsion d'Ignazio Cassis, de massivement couper dans le budget alloué à l'aide au développement de la DDC et de se désengager de l'Amérique Latine (AL). L'augmentation du budget de l'armée suisse (qui croit toujours vivre dans

un pays en danger et qui s'achète de nouveaux moyens de défenses extrêmement coûteux, voir inutilisables) est l'une des raisons principales avancée par la confédération. La réorientation du budget destiné à l'Amérique Latine vers l'Afrique, l'Asie et l'Europe de l'Est poursuit l'objectif à peine voilé d'espérer freiner ainsi l'immigration vers l'Europe et la Suisse des ressortissants de ces régions géographiquement plus proches.

C'est donc un coup dur pour les associations et ONG telle que la nôtre, qui défendent et soutiennent depuis des décennies les populations de cette partie du monde pour un accès à une meilleure qualité de vie, dans leurs luttes contre l'injustice et les inégalités, et à leur droit à une vie digne.

Dans les faits, cette baisse des fonds de la DDC (-10 % sur le budget annuel 2025 de la FGC) amène une période d'incertitude et pousse la FGC à suivre le mouvement. Sur les 60 Organisations Membres (OM) à la FGC, 20 sont actives en AL et 36% du budget 2024 (4.8 MCHF) ont été alloués à 52 projets à travers 12 pays au bénéfice de 800'000 personnes.

La FGC prévoit une diminution de l'utilisation des fonds de la DDC pour les projets en AL et demanderait de diminuer les projets, voire le désengagement des OM actives en Amérique Latine à l'avenir. La FGC a par ailleurs décidé la hausse des cofinancements demandés aux OM pour les nouveaux projets présentés. Les Organisations Membres, comme l'ANS, doivent maintenant se tourner vers des bailleurs de fonds externes ou des dons privés pour assurer la viabilité des futurs projets.

Pour le prochain projet à venir, ce seront alors 10% de fonds propres à apporter (contre 5% actuellement), soit 30'000 CHF pour un budget de 300'000 CHF sur 3 ans.

Afin de continuer à soutenir la population rurale de Matagalpa, nous comptons plus que jamais sur votre solidarité et votre appui financier pour ce nouvel objectif !



Energie pour la vie – 1000 kW d'énergie solaire pour Cuba

Depuis son triomphe en 1959, Cuba est un symbole d'espoir, et pas seulement pour les peuples d'Amérique latine. L'internationalisme cubain a joué un rôle décisif dans la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, a donné refuge à des milliers de personnes persécutées et a soutenu des mouvements révolutionnaires et sociaux. Il a également résisté à l'invasion soutenue par le gouvernement des États-Unis et à un blocus économique depuis plus de 60 ans.

L'un des progrès réalisés à Cuba a été d'assurer l'approvisionnement en électricité à la quasi-totalité de la population. Mais l'île produit actuellement son énergie avec des centrales très polluantes. L'obsolescence des infrastructures et la pénurie de combustible ont conduit à 2 pannes généralisées du réseau électrique en octobre 2024 et en mars 2025, impactant grandement le quotidien des cubains. Ce déficit énergétique est particulièrement grave dans les établissements de santé qui dépendent de générateurs de secours fonctionnant avec du combustible souvent très rare.

L'énergie solaire : une lueur d'espoir

Stabiliser la production d'énergie est actuellement la priorité absolue à Cuba et l'énergie solaire est l'un des moyens d'y parvenir. L'objectif du gouvernement est d'atteindre 24% de production d'énergie électrique issue de sources renouvelables d'ici 2030.

Depuis 2023, l'association pour l'Aide Médicale Centro America (AMCA) a lancé un vaste programme de projets intitulé *Energie pour la vie – 1000 kWp d'énergie solaire pour Cuba* avec un budget global de 800'000€. Le but est d'installer ces centrales solaires sur des centres de santé pour assurer leur autonomie énergétique et se prémunir des coupures d'électricité. L'objectif visé est de couvrir en moyenne 50% des besoins journaliers des centres hospitaliers. Les centrales solaires dans les établissements de santé, contribuent de manière importante à ce que le système de santé cubain continue d'être un exemple en matière de droit à la santé pour l'ensemble de la population.

Appel au soutien solidaire

Depuis le lancement de la campagne de l'AMCA, plusieurs projets ont été réalisés ou sont en cours de réalisation dont les suivants:

- L'Institut Finlay, qui produit des vaccins dont le *Soberana* contre le Covid-19: 300 kWp.
- L'Ecole Latino américaine de Médecine (ELAM): 60 kWp (+150 kWp en cours d'installation)
- Le Centre Immunologique Moléculaire (CIM): installation de 135 kWp.

En 2024, mediCuba - Europe (mCE) a rejoint le projet solaire global de l'AMCA en le soutenant financièrement. L'ANS et l'Association Suisse-Cuba ont particulièrement soutenu le projet de l'ELAM, avec un apport de 8000 CHF chacun, pour la seconde étape de 150 kWp qui couvrira la consommation globale de l'Université, celle de la clinique ainsi qu'un espace d'étude nocturne. Le matériel sera envoyé à Cuba début novembre et installé entre décembre et janvier 2026.



Centre hospitalier pour enfants autistes
bénéficiaire des projets solaires

Le prochain projet qui verra le jour en 2026 sera celui de l'Hôpital pédiatrique de *Borras Marfan* à la Havane avec l'installation de 53 kWp pour un budget de 120'000 €. Cet hôpital sera le premier entièrement autonome en énergie électrique de l'île. L'étude de faisabilité a été rendue et la recherche de fonds a déjà bien avancé, avec notamment un don des îles Canaries à hauteur de 60'000 euros, ainsi que d'autres contributeurs. Mais il reste **10'000 euros** à trouver pour compléter le financement de cette installation.

Nous invitons toutes les personnes, groupes et associations à se joindre cette campagne afin de manifester notre solidarité avec Cuba en adhérant et en contribuant au compte ci-dessous.

Non au blocus et à l'agression américaine contre Cuba!
Oui à la solidarité internationale et à l'«énergie pour la vie» !

CH02 8080 8009 3181 8992 9
Associazione Aiuto Medico
Centro America
Piazza Grande 23 - CP 503
6512 Giubiasco



ANS Association de solidarité
Nicaragua - El Salvador
Genève

www.amca.ch www.medicuba.ch www.cuba-si.ch www.ans-ge.ch

PALESTINE, FILMER C'EST EXISTER

DU 26 AU 30 NOVEMBRE 2025

RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES

GENÈVE, MEG – GRÜTLI

Après 2 ans d'horreur et de déchainement aveugle contre la population de Gaza, une pause est venue redonner un peu d'espace pour laisser reprendre son souffle aux palestiniens et palestiniennes. Sans savoir à ce jour si cette période sera une courte parenthèse dans l'Histoire ou si elle va perdurer dans le temps, elle représente au moins une occasion de faire taire les armes et les bombardements. Depuis le début de cette guerre, et depuis le début de la colonisation Israélienne en général, toutes les actions et manifestations de solidarité envers le peuple palestinien doivent être soutenues et encouragées. C'est pourquoi l'ANS vous invite à nouveau à suivre les Rencontres annuelles **Palestine, Filmer C'est Exister** dont voici l'Edito:

Depuis 23 mois, partout dans le monde, la société civile descend dans la rue pour montrer sa solidarité avec le peuple palestinien. Elle dénonce l'horreur du génocide à Gaza, le nettoyage ethnique en Cisjordanie et l'impunité d'Israël. Cette mobilisation est face à un mur : le refus honteux d'une majorité d'Etats, dont la Suisse, de sanctionner Israël. Un mur que les actions victorieuses de boycott, la détermination à ne pas quitter la rue tant le génocide et la colonisation continuent et les choix courageux de quelques Etats, commencent à fissurer.

« Le cinéma est mémoire, le cinéma est résistance » Palestine Film Institute

Dans ce contexte difficile, la production cinématographique palestinienne a été logiquement ralentie. La commission de programmation de PFC'E a alors décidé de se plonger dans la richesse du cinéma palestinien: du cinéma révolutionnaire (60'-80') au nouveau cinéma palestinien (dès 1982), jusqu'à aujourd'hui. Nous avons été surpris par les forts liens qui existent entre les films anciens et récents. Ce que l'on croyait être les questionnements récents de jeunes cinéastes, étaient déjà présents au début du cinéma palestinien : la place des femmes dans la société, la liberté dans l'art de filmer les corps, l'effacement programmé de la culture, entre autres.

Gaza 2025 Des cinéastes continuent de créer malgré tout, témoins des ravages déshumanisants du génocide mené par Israël.

Dans deux autres films, nous écouterons la voix de journalistes gazaoui.e.s, dont tant ont été victimes des assassinats ciblés israéliens. Lors de la table ronde qui suivra, organisée en collaboration avec Le Courrier, nous débattrons du traitement journalistique du génocide à Gaza, scandaleusement biaisé par la majorité des médias.

PFC'E remercie le MEG d'accueillir les Rencontres pour leur ouverture et leur clôture, fières que cette institution intègre le cinéma palestinien à sa démarche décoloniale. La présence à Genève de 5 cinéastes palestinien.ne.s est essentielle: **Michel Khleifi**, qui a participé à notre 1ère édition en 2012, **Laila Abbas**, dont le 1er long-métrage de fiction sera notre film d'ouverture, **Sohail Dahdal**, **Waseem Khair** et **Nada Khalefa**.

Découvrez nos invité.e.s et le programme le 27 octobre en ligne et sur nos réseaux sociaux!

Retrouvez le programme en ligne sous:
<https://palestine-fce.ch/>



Manifestation nationale à Berne, octobre 2025